

L'Affaire Bétharram, ou la fin du mythe du Religieux éducateur

Avec l'affaire Bétharram, qui a révélé que partout en France des internats catholiques étaient des nids de violences physiques, psychologiques et sexuelles envers les élèves, le mythe du Religieux éducateur a du plomb dans l'aile.

De toutes parts, des centaines de plaintes montrent que les vœux religieux ne constituent pas un « Certificat d'Aptitude Catholique à l'Encadrement et à l'Education d'Enfants » (CAC3E). Nous ne sommes plus au Moyen-Âge, où les clercs étaient les seules personnes instruites et capables d'instruire.

Aujourd'hui, les enfants sont reconnus comme étant une population fragile, dont l'enseignement constitue une part importante de la vie et du développement.

L'internat prive cette population fragile du support familial, par tranches d'une ou de plusieurs semaines consécutives, tout au long de leur scolarité. Les conditions de vie à l'internat vont devoir compenser ce manque de support familial.

A part le titre auto-attribué de « Père » ou de « Mère », les aspirations, les connaissances et l'expérience des religieux dans le domaine de la parentalité sont très limitées. Leur formation ne les prédispose ni à la pédagogie, ni à la pédiatrie, ni à la diététique, ni à la psychologie, etc. Alors nombre d'entre eux se sont limités au rôle du « Père Fouettard ».

La culture basque où est née et où a recruté la Congrégation est de nature violente. Dans les textes fondateurs de la Congrégation, il s'agit vis-à-vis des enfants de « *les récompenser les punir même en personne qui les aime et les estime* ». Les récompenses sont rares tant la discipline est sévère, alors il ne reste que les punitions. Sur le site betharram.net de la Congrégation, les oraisons funèbres des « bons pères » impliqués dans les violences dégoulinent d'amour et d'estime des enfants, au point de provoquer la nausée.

En décembre 1964, lors de la reprise de la gestion de l'établissement par l'Enseignement Catholique, la Congrégation s'est appropriée la structure de gestion (OGEC). Pendant 30 ans, les postes de Directeur de l'établissement et de Président de l'OGEC ont été trustés par les mêmes religieux, qui sont aujourd'hui tous accusés de violences et d'agressions sexuelles. Les deux fonctions ont même été cumulées pendant 9 ans, ce qui permettait au Directeur d'être son propre employé.

Les personnels laïcs recrutés par l'OGEC de Bétharram ont rivalisé de violence avec les religieux qu'ils ont peu à peu remplacés. En outre, l'établissement délègue aux plus violents des élèves des grandes classes la surveillance des dortoirs et le pouvoir du punir les élèves plus jeunes.

En cas d'incidents graves et répétés, les religieux sont mutés dans un autre établissement. C'est la seule sanction appliquée aux abus, et les méfaits des Pères de Bétharram se sont étendus en France et à l'étranger, où cette diffusion ternit l'image de notre pays. Bétharram n'est pas un cas isolé : le phénomène de violence existe dans de nombreux établissements scolaires catholiques, comme s'il existait un dysfonctionnement structurel.

Alors, avec la libération de la parole, les plaintes pour violences physiques et sexuelles sur mineur déposées contre des religieux et autres employés des satellites de l'Eglise Catholique se sont multipliées.

Le pays a découvert avec horreur que la « catholicisation de l'enseignement », dont le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique fait un objectif majeur, cachait un « ensauvagement de l'enseignement ». Sous l'effet de riches bienfaiteurs appartenant aux franges les plus réactionnaires de notre société, la « Liberté d'Enseigner » dont bénéficie l'Enseignement Catholique a basculé dans l'endoctrinement par des thèses extrémistes et dans la généralisation de la violence.

Les cellules « Département aux Relations Politiques » et « Département Relations Internationales » du Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique ont fort à faire pour influencer les politiques, museler l'information et nier les exactions. Les dénégations de tout lobbying se multiplient : c'est juste un « groupe de pression » protégé par l'Omerta qui agit comme une organisation criminelle protégée par de multiples structures écran.

Quand ils n'agissent pas volontairement par sadisme envers leurs propres enfants, les parents de l'APEL ont une confiance aveugle en l'Enseignement Catholique. La défense inconditionnelle de l'établissement et le soutien infaillible aux « éducateurs » (comme sont appelés les surveillants) interdisent toute prise en compte de l'intérêt de l'enfant. Les brutes et les pervers ont encore de beaux jours devant eux.

Bernard COLLENOT